

# Guinée: Violences et répression postélectorales [Human Rights Watch]

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Droits de l'Homme

Les autorités devraient ouvrir des enquêtes sur l'usage excessif de la force et traduire les responsables en justice.

(New York) – La période postélectorale en [Guinée](#) a été entachée de violences et d'actions répressives qui ont fait au moins 12 morts, a déclaré Human Rights Watch aujourd'hui. À la suite du scrutin présidentiel du 18 octobre 2020, les forces de sécurité ont recouru à une force excessive pour disperser les manifestations dirigées par l'opposition dans la capitale, Conakry.

Le principal candidat de l'opposition, Cellou Dalein Diallo, a été assigné à résidence de facto, en l'absence d'inculpation, du 20 au 28 octobre. L'un des principaux organes d'information en ligne de Guinée a été suspendu du 18 octobre au 2 novembre, et les réseaux Internet et téléphonique ont été gravement [perturbés](#) voire suspendus entre le 23 et le 27

octobre. Ces mesures ont entravé la capacité des habitants à communiquer, à obtenir des informations ou à rendre compte des événements en cours.

« *Les actions brutales menées contre des manifestants et d'autres personnes à Conakry se sont inscrites dans un contexte de répression généralisée qui a fragilisé la crédibilité des élections* », a déclaré [Ilaria Allegrozzi](#), chercheuse senior sur l'Afrique centrale à Human Rights Watch. « *Les autorités devraient maîtriser les forces de sécurité, enquêter sur les individus impliqués dans des exactions et les sanctionner, et tous les dirigeants politiques devraient demander d'urgence à leurs partisans de s'abstenir de toute violence.* »

Lire la suite sur le site de [Human Rights Watch](#)

---

---

**Des commissaires de la CENI  
dénoncent des graves  
anomalies qui remettent en  
cause la sincérité des  
résultats provisoires  
[Document]**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Déclaration

Commissaires de la CENI, nous venons par la présente, dénoncer les graves anomalies dans l'organisation de l'élection présidentielle du 18 octobre 2020. Ces anomalies affectent la sincérité des résultats provisoires proclamés par la CENI ce samedi 24 octobre 2020. Les causes sont nombreuses et profondes; elles se retrouvent à chaque étape du processus. Et à chaque fois, nous avons exprimé, certains collègues et moi, notre préoccupation en plénière et dans des déclarations. Pour rester focalisé sur l'élection présidentielle, voici quelques motifs de ces dérives:

- La mauvaise foi dans l'interprétation des textes de loi, notamment la Loi 044 et la Loi portant Code électoral révisé;
- L'implication de l'Administration dans tout le processus, au point d'en être en réalité, le principal organisateur des élections en Guinée en lieu et place de la CENI qui en porte le chapeau;
- Le manque de recours contre les mauvaises décisions de la CENI. L'organisation de l'élection présidentielle du 18 octobre a connu plusieurs failles entre autres:
- Le chronogramme qui a volontairement annulé l'affichage des listes électorales; -La cartographie électorale qui a pénalisé de nombreux électeurs privés de leur droit de

vote;

- La conception, la confection et la gestion des documents électoraux en dehors de la CENI et hélas en son nom;
- Le refus obstiné de l'élaboration des procédures de remontée et de traitement des résultats de l'élection depuis le bureau de vote;
- Le refus de réceptionner des PV de bureaux de vote (BV) dans des CRTPV (Commission de Réception et de Transmission des Procès-Verbaux) préfectorales ou communales, privant plusieurs électeurs de leur droit de vote et des candidats des suffrages de leurs électeurs;
- La présence d'écart entre les suffrages exprimés et la somme des suffrages obtenus par les différents candidats et, le déversement de cet écart sur le nombre total de bulletins nuls sans aucune base juridique.

---

Document complet à télécharger [ici](#)

---

## Quelques Extraits

*Pour faire annuler le vote de certains BV réputés être des fiefs de l'opposition, les Présidents de ces bureaux de vote concernés se sont volontairement absentés et ont été remplacés par d'autres personnes en vertu de l'article 70 du code électoral révisé. A la fin du dépouillement, les commissions de réception des PV ont refusé de réceptionner les PV de ces bureaux de vote, prétextant que ces PV doivent être déposés par les Présidents de BV initialement désignés. En ce sens, le cas de la commune urbaine de Dubréka est un bon exemple.*

*L'absence volontaire de certains Présidents de bureau de vote à*

***Dans plusieurs bureaux de vote dans tout le pays, le dépouillement n'a pas eu lieu sur place conformément à l'article 80 du code électoral révisé. Des agents de l'USSEL ont fait irruption dans les BV pour récupérer et transporter les urnes vers des destinations inconnues, ce, sans les membres de bureau de vote. Il nous a été remonté les cas des circonscriptions électorales de Dubréka avec pas moins de dix (10) bureaux de vote concernés, de Nzérékoré, Yomou, Kankan et Coyah.***

*L'irruption des agents de l'USSEL pour empêcher le dépouillement dans certains bureaux de votes*

---

***La substitution et/ou la disparition des PV au niveau des commissions de réception a été dénoncée dans plusieurs circonscriptions. Quelques fois, le PV reçu à la CRPTV était remplacé par un nouveau qui est alors transmis à la CACV pour la centralisation; ailleurs, le PV a simplement disparu. En conséquence, les résultats du bureau de vote n'étaient pas pris en compte. D'après les informations qui nous ont été remontées, très souvent, la substitution se faisait la nuit quand le travail s'arrêtait et que les assesseurs et délégués des partis candidats n'étaient plus présents; cela se faisait aussi avec la complicité des agents de l'USSEL qui sécurisaient les lieux. Cela a été constaté à Dabola, Nzérékoré, Yomou, Macenta, Kissidougou, Coyah, Boffa, Koundara, Faranah pour ne citer que ceux-là.***

*La disparition et la substitution des PV*

---

*Afin de faire annuler les PV de certains bureaux de votes, il nous a été remonté que certains membres de CRTPV ou de CACV se sont permis d'ouvrir sciemment les enveloppes scellées contenant les PV de certains BV, dans le seul but de faire invalider ces PV en les considérant comme «Enveloppe non scellées». Les cas de la circonscription de Kaloum (surtout à Coronthie) et de Boké sont des exemples*

*L'ouverture des enveloppes scellées afin de faire annuler les votes du BV concerné*

---

---

# **Amnesty International confirme “des tirs à balles réelles par les forces de défense et de sécurité sur des manifestants” en Guinée**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



---

**Guinée. Des récits de témoins, des vidéos et images satellites analysées confirment les tirs à balles réelles par les forces de défense et de sécurité sur des manifestants.**

- **Elles ont fait usage d'armes de guerre à Conakry et Labé**
- **Une scène de tirs en banlieue de la capitale géolocalisée par des images satellites**
- **L'Union africaine et la CEDEAO silencieuses face à cette répression à huis-clos**

Des récits de témoins, des images satellites et des vidéos authentifiées et analysées par Amnesty International confirment que les forces de défense et de sécurité guinéennes ont tiré à balles réelles sur des protestataires après l'élection présidentielle contestée du 18 octobre.

De nombreux morts et blessés ont été recensés lors de manifestations et d'émeutes. Des habitations et des biens ont été détruits. Internet et les liaisons téléphoniques ont été perturbés ou coupés le vendredi 23 et le samedi 24 octobre. Un site d'information est toujours suspendu. Amnesty International est préoccupée par le silence de l'Union africaine et de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) face à l'ampleur des violations des droits humains infligées aux Guinéens.

***L'usage d'armes à feu doit cesser et la mort de manifestants, de passants et de responsables locaux du Front national de défense de la Constitution (FNDC) doit faire l'objet d'enquêtes indépendantes, impartiales et efficaces. Si des informations laissent présumer des responsabilités pénales, les personnes concernées doivent être déférées à la justice pour des procès équitables devant des tribunaux civils.***

*Fabien Offner, chercheur sur l'Afrique de l'Ouest et*

*l'Afrique centrale à Amnesty International.*

[Lire la suite...](#)

---

---

# **Guinée: «Les États-Unis condamnent les violences [ ] et appellent à la transparence dans le processus de tabulation du vote»**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Dans une déclaration republiée par l'ambassade des États-Unis en Guinée, le Secrétaire d'État adjoint [Tibor Nagy](#) souligne que "les États-Unis condamnent les violences en Guinée et appellent à toutes les parties à y mettre fin immédiatement".



## DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE D'ÉTAT ADJOINT TIBOR NAGY SUR LA GUINÉE

23 Octobre 2020



Les États-Unis condamnent les violences en Guinée et en appellent à toutes les parties à y mettre fin immédiatement. Nous exhortons les services de sécurité à la retenue, et les manifestants à rester pacifiques. Nous présentons nos condoléances aux victimes et à leurs familles, souhaitons un prompt rétablissement aux blessés.

Une élection libre, équitable et crédible est essentielle pour l'avenir de la Guinée. Nous nous joignons à la société civile guinéenne pour en appeler à la transparence dans le processus de tabulation du vote. Tous les différends électoraux doivent être résolus pacifiquement par l'entremise du processus défini par la loi.

Nous saluons la volonté de l'Organisation des Nations Unies de soutenir les efforts du pays pour désamorcer rapidement les tensions, promouvoir le dialogue et la cohésion nationale.



GN.USEMBASSY.GOV



@USEMBASSYCONAKRY



@EMBASSYCONAKRY



@USEMBASSYCONAKRY

*The U.S. condemns the violence in Guinea & calls on all parties to end it immediately. We urge the security services to use maximum restraint and for protestors to remain peaceful. We extend our condolences to the victims & their families and wish a full recovery for the injured.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

*A free, fair and credible election is essential to Guinea's future. We join Guinean civil society in calling for*

*transparency in the vote tabulation process. All election disputes should be resolved peacefully through the constitutionally-mandated process.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

*We welcome the [@UN](#)'s commitment to support efforts in Guinea to defuse tensions and promote dialogue and national cohesion.*

– Tibor Nagy (@AsstSecStateAF) [October 23, 2020](#)

---

---

**À partir du 26 octobre 2020,  
tous les guinéens dans la rue  
“jusqu’au départ du dictateur  
Alpha Condé” [Déclaration  
FNDC]**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Déclaration

# Le FNDC appelle le Peuple de Guinée à des manifestations dans tout le pays à partir de ce lundi 26 octobre 2020 jusqu'au départ du dictateur Alpha Condé

Le FNDC a le profond regret de constater depuis quelques jours des scènes de violences dans plusieurs villes du pays causant une dizaine de pertes en vie humaine dont Boubacar Baldé et Daouda Kanté, respectivement Coordinateur de l'antenne FNDC à Sonfonia Gare 2 (Conakry) et à Pita. Tous les deux ont été tués par balles des forces de défense et de sécurité aux ordres d'Alpha Condé.

Des pillages de commerces et d'habitations ont été également orchestrés par le régime pour terroriser les populations et installer le chaos dans le pays dans le seul but de permettre à Alpha Condé de se maintenir au pouvoir au-delà de ses deux mandats légaux.

***Le FNDC condamne énergiquement ces dérives dictatoriales et le déchirement du tissu social par l'exécution des nombreuses menaces « d'affrontement, de mort et de guerre » proférées par***

***Alpha Condé contre sa propre population depuis le début de son processus de coup d'État constitutionnel.***

Nous interpellons la communauté internationale à réagir face aux violations insupportables des droits humains par le régime et à prendre d'urgence des sanctions ciblées contre les auteurs et commanditaires de ces crimes.

Conformément à ses déclarations précédentes notamment celles du 25 mars 2020 et du 16 octobre 2020, le FNDC demeure fidèle à ses principes et à ses engagements d'empêcher le troisième mandat d'Alpha Condé et de ne reconnaître aucune institution illégale et illégitime issue de mascarades électorales ou de blanchiment de coup d'État civil.

C'est pourquoi, le FNDC appelle le Peuple de Guinée à des manifestations dans tout le pays à partir de ce lundi 26 octobre 2020 jusqu'au départ du dictateur Alpha Condé pour permettre une refondation totale de l'État Guinéen et le débarrasser de tout système corrompu.

***Nous appelons les forces de défense et de sécurité à être républicaines en refusant d'obéir à tout ordre illégal et en se mettant du côté du Peuple.***

Le FNDC invite toutes les forces vives du pays, tous les démocrates épris de paix et de justice à répondre à cet appel patriotique pour chasser du pouvoir Alpha Condé et son clan mafieux qui sont les seuls responsables du chaos qui s'installe dans notre pays.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons!

Conakry, le 23 octobre 2020

---

***Pour plus d'informations***

# Alpha Condé: ce président méprisant qui est devenu méprisable [Par Alpha Boubacar BALDE]

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Point de vue

---

Il serait né le 4 mars 1938 à Boké, ce qui lui donne aujourd'hui « officiellement » 82 ans. Après deux mandats de 5 ans, il est candidat à un troisième mandat en violation de ses serments et de sa longue lutte de 40 ans dans l'opposition. En tant qu'opposant aux différents régimes au pouvoir en Guinée, l'actuel Président du RPG arc-en-ciel a été successivement à la tête de différents mouvements politiques MND (1977), UJD

(1991), RPG « Rassemblement des Patriotes de Guinée », RPG « Rassemblement du Peuple de Guinée » en 1993 puis RPG arc-en-ciel depuis 2010.

## **Ses relations avec la Guinée qu'il feint aimer !**

L'homme bien qu'ambitionnant de diriger notre pays, après ses études en France, n'a commencé à fouler le sol guinéen qu'après les années 1990. A sa décharge, il avait fait l'objet de condamnation à mort par contumace par le régime tyrannique du PDG-RDA (1958 – 1984).

Néanmoins, une chose reste certaine, malgré la prise du pouvoir par l'armée en 1984 et l'instauration du libéralisme, l'homme ne reviendra pas s'installer en Guinée pour participer à la construction de la Guinée qu'il ambitionne. Ses séjours en Guinée deviendront un peu plus fréquents à partir de 1990 suite à l'ouverture démocratique du pays en réponse à l'invitation faite par la France lors de la conférence de Baule et le discours de François Mitterrand : **« la France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de liberté ; Il y aura une aide normale de la France à l'égard des pays africains, mais il est évident que cette aide sera plus tiède envers ceux qui se comporteraient de façon autoritaire, et plus enthousiaste envers ceux qui franchiront, avec courage, ce pas vers la démocratisation ».**

Les séjours de l'homme se feront au rythme des élections en Guinée après l'adoption du multipartisme intégral. Il participera à la première élection présidentielle multipartite de 1993 que lui et ses militants zélés prétendent avoir « gagné ». A l'issue de cette première élection présidentielle dans l'histoire du pays, il prendra part à toutes les autres à l'exception de celle de 2003 boycottée par l'ensemble des partis politiques de l'opposition pour manque

de transparence dans l'organisation.

Cet homme méprisait tellement la Guinée, qu'il ne revenait au pays qu'à la veille des élections. La Guinée n'avait d'attrait pour lui que par le fait qu'il s'estimait assez roublard pour réussir à se faire élire président de la république. Aussitôt les élections finies et les résultats connus, l'homme repartait en France pour mener sa vie oisive à jouer au PMU et toucher les allocations de minima sociaux. La seule période durant laquelle l'homme est resté durablement en Guinée c'était lors de la législature de 1995-2002. Il faut dire que durant cette période l'homme était député. Un des rares « emploi » qu'il a occupé durant sa vie professionnelle. Pour preuve l'expérience la plus valorisante de son CV et qu'il nous rabâche à chacune de ses prises de parole c'est son poste de Président de la FEANF (Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France). Pourtant, il ne s'agit même pas d'un emploi, mais d'un poste de président au sein d'une association étudiante. Sans aucune expérience dans l'administration publique ou en entreprise, le voilà parachuté Président de la République de Guinée en 2010.

Cet homme, après ses deux mandats consacrés par la constitution, sollicite encore le vote des Guinéens pour un troisième mandat et peut être un quatrième mandat si la providence lui prête longue vie. N'oublions pas que d'après ses militants zélés, il serait au premier mandat de la quatrième république. Son objectif ultime étant de mourir au pouvoir, rien donc ne l'empêche de faire deux nouveaux mandats, s'il réussit à se maintenir aux affaires au soir du 18 octobre 2020.

**Il est aux affaires depuis 10 ans mais n'a aucun bilan à présenter au peuple !**

Au pouvoir depuis 2010, il n'a aucun bilan à présenter au peuple de Guinée qu'il martyrise, méprise et assassine depuis

10 ans. La normalité voudrait d'un Président sortant, qui a fait deux mandats de 5 ans et qui souhaite se maintenir au pouvoir, qu'il fasse campagne sur ses réalisations. Qu'il présente son bilan pour convaincre les électeurs de la nécessité de le maintenir au pouvoir. Qu'il montre les chantiers en cours de réalisation qui justifieraient son maintien aux affaires en vue de leur achèvement. Notre PRAC national *aka Papa promesse* lui fait campagne sur de nouvelles fausses promesses ! Déjà, celles de 2010 et 2015 souffrent d'un déficit de réalisation, il ne trouve pas mieux que d'en rajouter à la liste pour 2020. C'est vrai qu'il dit à qui veut l'entendre : « **Le Guinéen, plus le mensonge est gros plus il y croit** ». 'CON VAINCU' de cet état de fait, l'homme n'arrête pas de mentir au peuple de Guinée. Il a une tendance compulsive à raconter des mensonges et à inventer des histoires. Un comportement méprisant pour ses militants et le peuple de Guinée.

---

***La normalité voudrait d'un Président sortant, qui a fait deux mandats de 5 ans et qui souhaite se maintenir au pouvoir, qu'il fasse campagne sur ses réalisations.***

---

## **Son mépris vis-à-vis de ses militants, du peuple et ses discours ethniques !**

Le PRAC méprise tellement le peuple de Guinée, qu'il ne lui témoigne aucun respect. Son mépris est tel, qu'il estime ne pas devoir se déplacer sur notre mauvais réseau routier pour rencontrer les électeurs et solliciter leur vote pour l'élection du 18 octobre 2020. L'homme reste confortablement installé dans les dorures de son palais pour s'adresser à ses militants zélés via un système de vidéo campagne. Il nous

fallait ce président indolent et méprisant pour nous inventer ce type de communication de campagne. Lors de ses interventions, il véhicule des idées tribalistes qui sapent le fondement de notre pays en tant que NATION.

**KANKAN : « Si vous votez pour un autre candidat malinké, c'est comme si vous avez voté pour CDD » ;**

**« Le Fouta n'a présenté qu'un seul candidat CDD, aucun autre Peul n'est candidat au Fouta » ;**

**« Les autres candidats malinkés se sont alliés à CDD, voter pour eux revient à voter pour CDD » ;**

**« Vous ne devez pas oublier ce qui s'est passé à la mort de Sékou TOURE ».**

**SIGUIRI : « Nous sommes en guerre » ;**

**« Si vous chassez votre chien méchant, vous allez vous faire mordre par le chien d'autrui ».**

**DABOLA : « Le Vice-Président de la Sierra Leone à profiter de l'absence du Président pour aider CDD à recruter des mercenaires c'est pourquoi nous avons fermé les frontières »**

**Esplanade du Palais : « Il y a un leader qui compte se proclamer vainqueur le 18 octobre à 18h pour ensuite se réfugier dans une ambassade en espérant les affrontements »**

**SUR Rfi et France 24 : « Je n'ai jamais dit que nous sommes en guerre »**

**« La Guinée est classée au 4<sup>ième</sup> rang mondial en termes de "Facenews" » au lieu du terme anglosaxon "Fakenews".**

Il semble qu'il ne soit pas à ses premières déclarations de ce type, des observateurs avertis affirment qu'il aurait dit lors de l'élection de 1993 **« Tout malinké qui vote pour le PUP est**

... ». Ayant une branche mandingue dans ma famille, je m'abstiens d'aller au bout de sa phrase par respect pour ma famille malinké et les membres de cette communauté.

Des propos indignes et honteux d'un président de la république en mal de légitimité et complètement déboussolé par le désenchantement de ses militants déçus qui lui tournent le dos.

Les membres de son *GOVERNE ET MENT* ne trouvent pas mieux que d'affréter des bimoteurs et hélicoptères pour rallier les différentes localités du pays faute de routes praticables. Les routes cabossées pour les militants masochistes et les avions et hélico pour les pontes égoïstes et arrogants du régime.

Voyant la mobilisation qui entoure la campagne de son challenger CDD en région forestière, il semble que notre PRAC national ait finalement décidé d'aller narguer les militants en empruntant son « hélico présidentiel ». Il faut croire que les piques sur Rfi et France 24 de CDD qui disaient que « **le PRAC n'était pas en état de mener campagne sur le terrain** » ont fait mouche. S'il s'est finalement décidé à sortir de Sékoutoureya, notre PRAC national ne va pas arpenter nos routes pour tester la qualité des infrastructures que lui et ses *GOVERNE ET MENT* ont réalisées depuis 10 ans. Il va confortablement voyager en hélico ! Qui est fou ? Les routes cabossées c'est pour les militants zélés et maso qui n'aspirent pas au bien-être.

## **D'opposant historique à président hystérique et aspirant dictateur !**

Du temps où il fut opposant, l'homme avait suscité un espoir auprès d'une partie de la population guinéenne. A l'exercice du pouvoir, il s'est révélé être un président médiocre et clivant. Il a fortement fragilisé le tissu social guinéen en bâtissant un système de gouvernance qui repose sur des considérations tribales et ethniques. Aujourd'hui encore,

pendant sa campagne, il continu de plus belle à propager son venin au risque de mettre le feu à notre maison commune la Guinée. Lui n'a rien à perdre, en cas de trouble, il va aller se réfugier en France dont il est ressortissant. Il n'a aucune attache familiale en Guinée dont le sort pourrait l'inquiéter. A nous peuple de Guinée de nous méfier de ce pyromane. A nous de l'envoyer à la retraite au soir du 18 octobre 2020.

---

**Du temps où il fut opposant, l'homme avait suscité un espoir auprès d'une partie de la population guinéenne. A l'exercice du pouvoir, il s'est révélé être un président médiocre et clivant.**

---

Aujourd'hui, l'homme est devenu détestable de ses militants auxquels il a menti, de ses amis qui ont honte de s'afficher à ses côtés et de ses soutiens occidentaux qui sont déçus de son entêtement à vouloir s'éterniser au pouvoir. Les seules personnes qui gravitent autour du PRAC aujourd'hui, sont celles qui se gavent de nos ressources et qui profitent de cette gouvernance chancelante pour voler les deniers publics et les militants zélés qui manquent cruellement de discernement.

D'un Président méprisant, il est devenu un Président méprisable.

A sa prise de fonction, il disait avoir hérité d'un pays sans état après 10 ans de sa gouvernance tribale, nous n'avons ni pays ni état.

Au peuple martyr de Guinée de le bouter hors du palais présidentiel au plus tard le 18 octobre 2020 pour lui rendre son mépris.

A ses militants zélés je dis ceci : « ***lorsque la rage sévit***

***dans la cité, et que votre chien méchant est infecté, vous ses maitres risquez d'être ses premières victimes ! l'euthanasie de votre chien méchant s'impose pour prévenir les morsures intempestives et la rage dans la famille ».***

Ne faisons pas du PRAC un « DICTATEUR ». Au lendemain du 18 octobre, montrons-lui le chemin de la retraite même s'il n'a pas suffisamment cotisé pour en bénéficier.

Soyez du bon côté de l'histoire. Ce qui nous unit est plus fort que ce qui nous divise !



Alpha Bakar Le Kaizer  
Un citoyen concerné

---

***D'autres contributions du même auteur à relire***

[Guinée: quel avenir en ce temps de crise? \[Par Alpha Boubacar BALDE\]](#)

[Présidentielle en Guinée: l'alternance, l'unique option \[Par Alpha Boubacar Baldé\]](#)

---

---

# Élection du 18 octobre: les mises en garde de Tierno Monénembo à Cellou Dalein

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Politique

---

**Faut-il oui ou non aller à l'élection présidentielle du 18 octobre prochain ? En d'autres mots, pourquoi poser une question qui ne se pose pas ?**

À juste titre, le FNDC dans toutes ses composantes a contesté la tenue et des législatives et du référendum bidon que le pouvoir a organisé pour berner le peuple et s'installer à vie. De facto, elle ne reconnaît pas la Constitution qui en est sortie, un chiffon de papier honteusement falsifié, qui plus est.

Je vous le demande, bonnes gens, comment peut-on participer à une élection dont on conteste la base juridique ? Il est

superflu de poser cette question et absolument inconséquent d'y répondre. En ce sens, la réunion que projette l'UFDG pour décider de son attitude lors du prochain scrutin frise l'inconscience.

---

***Comment peut-on participer à une élection dont on conteste la base juridique ?***

---

**Elle n'a pas lieu d'être !**

Il va de soi qu'une éventuelle candidature de Cellou Dalein Diallo serait un très mauvais signal pour l'avenir de la démocratie en Guinée. Elle menacerait la cohésion de l'opposition (et peut-être même sa survie) et jetterait, un désarroi sans précédent dans les rangs de ses militants et sympathisants. On voit d'ici le champ de ruines que deviendrait le camp démocratique si jamais ce choix absurde était entériné : le FNDC tomberait en quenouille, les partis politiques dans la zizanie et la société civile ma foi, dans le trou profond de la léthargie où elle a si longtemps végété. Oui, ce serait du pain béni pour Alpha Condé !

Sa Constitution serait ainsi adoubée et sa candidature parfaitement légitimée. L'UFDG n'aurait plus aucune raison (mais alors aucune) pour contester son pouvoir tyrannique, et sa légalité douteuse. Elle ne serait plus la grande UFDG qu'on a connue, le porte-flambeau de toutes les luttes héroïques menées dans ce pays, ces dix dernières années. Elle ne serait plus qu'une carquette sur laquelle le *fama* Alpha Condé viendrait s'essuyer les pieds. Ce ne seraient pas des verges pour se faire fouetter que sa direction offrirait au pouvoir mais des bombes pour se faire anéantir.

***Comment, mon dieu, appeler ce soldat qui à l'approche de la***

***victoire, retourne son arme contre lui pour se faire exploser la cervelle. Un gamin, un suicidaire, un psychopathe ? Peut-être tous ces trois qualificatifs en même temps.***

Mais bon, sortons de notre colère, de notre ressentiment. Après tout, ces messieurs de l'UFDG sont des hommes politiques, c'est-à-dire de bons calculateurs, des gens qui savent discerner. Des esprits lucides qui distinguent du premier coup, la cendre de la farine, le miel du ricin, le sûr et certain de l'à-peu-près. Alors, posons la question cynique qui s'impose : qu'auraient-ils à gagner dans cette aventure ? L'argent, le pouvoir, la renommée ? Rien de tout cela :

***Avec Alpha Condé, l'élection est gagnée avant même le scrutin, ils le savent mieux que moi. Ils y auraient tout à perdre et pas seulement leur âme ; ils n'y laisseraient pas que des plumes, ils y laisseraient aussi l'ergot et la tête, le gésier et l'intestin. Ils y laisseraient tout, surtout l'honneur et la crédibilité.***

Pour atténuer la grosse déprime qui me gagne, je me dis que rien n'est joué pour l'instant, qu'à la dernière minute, une bonne âme ferait le geste qui sauve, quelqu'un de lucide, quelqu'un de raisonnable, ferait ce qu'il faut pour empêcher l'UFDG de plonger dans le vide.

En tout cas, pour ma part, c'est clair : je me démarquerai aussitôt de toute force politique qui aurait la sottise d'aller à cette mascarade électorale digne de Sékou Touré et de Bokassa, de Mobutu et d'Amin Dada.

**Tierno Monémbo**

---

Cet article est republié à partir de [lelynx.net](http://lelynx.net).

---

---

# Nouvelle mobilisation massive contre Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



---

Les Guinéens ont à nouveau manifesté en masse mardi à Conakry contre un éventuel troisième mandat du président Alpha Condé, a constaté un correspondant de l'AFP.

---

Fode Oussou Fofana, un responsable de l'opposition au président, a chiffré le nombre de manifestants à un million tandis que la presse a avancé le chiffre de 800.000.

De tels chiffres se sont révélés invérifiables depuis le début du mouvement.

Mais cette marche impressionnante aux couleurs rouges de l'opposition est le dernier acte en date de la contestation

lancée le 14  
octobre par le Front national de défense de la Constitution,  
un  
collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres  
de la  
société civile.

*“Non à la présidence à vie”, “Alpha Condé dictateur”, ont  
scandé les manifestants, ainsi que “Mort aux assassins”,  
référence à la mort de plusieurs civils tués lors de  
précédentes journées de manifestation.*

Aucun incident significatif n'a été rapporté au cours de  
celle-ci.

Les forces de l'ordre, à nouveau déployées en nombre, sont  
restées  
discrètes.

Depuis un mois et demi, le FNDC est  
parvenu à mobiliser à plusieurs reprises des foules de  
manifestants qui  
ont envahi les rues des quartiers périphériques de Conakry,  
fiefs de  
l'opposition.

Les protestations ont à différentes reprises été brutalement  
réprimées. Au moins 20 civils ont été tués depuis le 14  
octobre, ainsi  
qu'un gendarme.

La Guinée, coutumière des protestations et des répressions  
brutales, est en proie à l'agitation depuis que le FNDC  
a appelé à faire barrage au projet prêté à M. Condé, élu en  
2010 et  
réélu en 2015, de briguer sa propre succession en 2020 et de  
réviser  
dans ce but la Constitution, qui limite à deux le nombre de  
mandats

présidentiels.

Les forces de sécurité ont fait l'objet en novembre d'un rapport  
accusateur d'Amnesty International. Il dénonce l'usage excessif de la  
force, les interdictions de manifestations pacifiques, les arrestations  
"massives" et "arbitraires", les cas de torture et l'impunité des  
gendarmes et policiers.

Le gouvernement s'est défendu contre un rapport ignorant selon lui ses efforts.

A 81 ans, M. Condé, ancien opposant historique qui fut le premier  
président démocratiquement élu après des décennies de régimes autoritaires et militaires, entretient le flou sur ses intentions, mais a  
lancé en septembre des consultations sur la Constitution.

---

[Africanews/AFP](#)

---

# **Lettre ouverte : Ne nous laissez pas seuls [Par L. Petty Diallo]**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



---

## **Lettre Ouverte à la Communauté internationale**

-Communauté

Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, (CEDEAO)

-Organisation

des Nations-Unies, (ONU)

-Union

Africaine, (UA)

-Organisations

de la Mano River Union et de la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal, (OMVS)

### **A Messieurs les présidents :**

-En exercice de

l'Union Africaine, Abdel Fattah al-Sissi

-De

la République Française, Emmanuel Macron

-Des Etats-Unis

d'Amérique, Donald Trump

---

## **Messieurs les Chefs d'État et Représentants des Organisations Internationales**

Cette lettre n'a nullement la prétention de dire ce qui serait méconnu ou ignoré. Elle se vent en revanche d'être un appel à la conscience des nations, à leurs dirigeants ou représentants. Elle est un rappel du passé de la Guinée faite de tumultes souvent dramatiques, parfois tragiques.

Une fois de plus, la Guinée renoue avec son passé fait de violences politiques dans toute leur dimension et, comme à l'accoutumé, dans l'indifférence totale. Une fois de plus, les Guinéens sont submergés par les flots menaçants de lendemains incertains mais sûrement obscurs.

Vos représentants, ambassades, corps consulaires et autres institutions ont sûrement dû, mesdames, messieurs les chefs d'États et représentants des institutions susmentionnées, vous remonter les informations de l'actualité politique guinéenne marquée par des : manifestations, répressions, arrestations, séquestration de leaders politiques, violations de domiciles privées, meurtres, etc.

Au-delà des informations officielles que vous devriez avoir reçues, les médias guinéens et internationaux relayent la réalité du terrain.

**Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales**

Depuis lundi 14 octobre 2019, une vague de violences déferle sur la Guinée à cause de la volonté manifeste ou supposée du président Alpha Condé d'imposer une nouvelle constitution en

violation

flagrante de celle en vigueur. Une constitution qui ne souffre d'aucune

illégitimité car l'expression librement consentie du peuple de Guinée sur

laquelle le président Condé a prêté serment à son élection de 2010 et à sa réélection de 2015.

Les violences engendrées ces derniers jours, lors de manifestations pacifiques de la société civile et des partis politiques de l'opposition réunis au sein du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), dépassent les bornes. Elles sont en voie de précipiter la Guinée dans le gouffre et aucune limite ne semble se dessiner pour empêcher cette éventualité.

Les conséquences pourraient être

dévastatrices car les prévisions actuelles ne sont pas les plus optimistes. Les

dates des prochaines manifestations sont déjà annoncées et le peuple pourrait

bien répondre massivement alors que la répression coutumière des forces de

l'ordre ne fait l'ombre d'aucun doute.

### **Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales**

*Le temps des hypothèses est dépassé en Guinée. Nul ne peut nier que le pays peut basculer d'un moment à un autre face à un pouvoir répressif qui met en avant l'arrogance à la place du dialogue, une société civile déterminée et légitimée par l'appui populaire.*

Les partis politiques de l'opposition longtemps méprisés et forcés au repli par l'interdiction de toutes manifestations depuis un an, reprennent du poil de la bête. Leur appel au

dialogue longtemps ignoré ne leur donne plus aucun crédit de s'asseoir à nouveau sur la table de négociation avec le pouvoir. Le parti politique qui s'y hasarderait risque de perdre tout soutien de la base tant son acte apparaîtrait comme une trahison. Face à cette situation, plus le chrono tourne, plus les lendemains s'assombrissent et les positions se durcissent.

D'autre part, les digues ethniques par lesquelles le pouvoir semblait tenir les Guinéens sont en train de sauter et plus aucun obstacle ne semble empêcher les populations de manifester leur opposition à un troisième mandat générateur des conflits actuels. Seulement, acculé, apparemment dépassé par la réalité, le pouvoir ne veut rien céder, encore moins la société civile et les partis d'opposition unis dans un élan de refus et de revendication.

Les effets sont visibles et malheureusement guère étonnants : armer les forces de sécurité pour réprimer des manifestants désarmés est la seule solution que semble trouver le système en place. En face, retranchés et acculés, ces derniers répondent en se servant de tout ce qui leur tombe entre les mains.

En outre, les répressions ne se limitent pas aux lieux de manifestations : les paisibles citoyens sont violentés dans leur domicile, victimes de brimades, de jets de bombes lacrymogènes et de tirs à balles réelles. Les meurtres, si ce n'est les assassinats, se multiplient de jour en jour. On en dénombre neuf (9) morts et d'innombrables

blessés. Et la violence semble monter crescendo à chaque manifestation, veille ou lendemain de celle-ci. Dès lors, plus aucun citoyen ne se sent en sécurité ni chez lui, ni travail, au marché ou ailleurs.

### **Messieurs les chefs d'États et représentants des institutions internationales**

*Nul n'a besoin de dire que la situation actuelle de la Guinée fait planer le spectre de la guerre civile et, dans une moindre mesure, du retour à un pouvoir qui ne serait pas issu de la volonté populaire.*

Aujourd'hui, plus qu'hier, tout guinéen se pose la question de savoir si sa vie vaut moins que celle d'un autre être humain. Il se demande s'il compte encore parmi le petit chaînon qui constitue la longue chaîne de l'humanité. Il se questionne sur le devenir de son pays et de l'importance de celui-ci face au destin des autres nations.

*Les Guinéens se sentent abandonnés et livrés à un pouvoir qui ne montre aucun état d'âme quant à sa capacité répressive. Un pouvoir impuissant de dialoguer et qui se radicalise au seul motif d'ambition personnelle d'un homme élu par son peuple pour le protéger et non pour le punir, le réprimer ou le faire tuer.*

Ce bref rappel de la situation guinéenne et du sentiment que semble éprouver chaque Guinéen pose un certain nombre de questions. Cette lettre ouverte qui en est l'objet les décline en quelques points.

## **La communauté internationale :**

– Serait-elle si indifférente au sort du peuple de Guinée pour qu'elle soit aussi inaudible depuis tant de jours de violences en cours en Guinée ?

-Se serait-elle lassée des efforts antérieurs qu'elle a fournis, même à minima, face à la situation guinéenne qui perdure ?

-Méconnaîtrait-elle les risques de reproduction sur la Guinée du passé récent de pays limitrophes : Sierra-Leone, Liberia, Côte-d'Ivoire et, dans une moindre mesure, la Guinée-Bissau ?

-Serait-elle incapable de paroles franches et fermes face à un chef d'Etat qui, non seulement viole la charte des organisations régionale et/ou continentale en matière de durée de mandat et qui laisse (ou fait) tuer ses concitoyens ?

-Des intérêts partisans sacrifieraient-elles la vie et la sécurité des populations guinéennes ? Autrement dit, les richesses minières, halieutiques, forestières et autres du pays valent-elles mieux que la vie d'un Guinéen ?

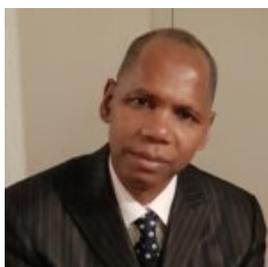
-Ignorerait-elle l'effet domino du non-respect de la durée du mandat présidentiel (un quinquennat renouvelable une seule fois) sur la sous-région ouest-africaine ?

-Enfin, serait-elle indifférente aux risques qu'en court la Guinée face à la menace qui pèse sur la sécurité et la vie des leaders politiques et du FNDC ?

J'appelle par ces mots à mettre fin aux maux du peuple de Guinée rongé depuis des décennies par de multiples souffrances.

Il est dur de se sentir seul. Les Guinéens ont de plus en plus le sentiment d'être seuls. Alors, je dis, ne nous laissez pas seuls. Ne nous abandonnez pas au bord du gouffre. La vie de tout peuple, le devenir de toute nation vaut la peine d'être défendue.

Je terminerais en paraphrasant Sir Wilson Churchill : « **Donnez aux Guinéens les instruments de la démocratie véritable, ils termineront la tâche** ». Je vous remercie.



**M. Lamarana Petty Diallo**, Guinéen- Professeur Hors-Classe, lettres-histoire, Orléans- France

---

---

## **Élection présidentielle en Guinée-Bissau : quels enjeux?**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



---

La Guinée-Bissau élit son président ce dimanche 24 novembre. Sur les douze candidats, deux favoris : le président sortant José Mario Vaz, et Domingos Simoes Pereira, ex-Premier ministre et chef de la formation dominante au Parlement, le PAIGC.

---

Près de 700 000 Bissau-Guinéens sont appelés aux urnes ce dimanche 24 novembre entre 7 heures et 17 heures (GMT et heure locale). Les premières tendances sont attendues en début de semaine. Quant au second tour, sa date est fixée au 29 décembre.

#### ▪ Douze candidats

Les électeurs doivent départager douze candidats – tous des hommes. Les favoris sont des acteurs des crises politiques qui ont ébranlé l'ancienne colonie portugaise ces dernières années :

– le président sortant, José Mario Vaz. Exclu du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), il concourt en indépendant. Il est le premier chef d'Etat en 25 ans à avoir terminé son mandat, les autres ayant été tués ou renversés.

- le Premier ministre entre 2014 et 2015, Domingos Simoes Pereira, chef de l'historique PAIGC,
- Umaro Sissoco Embaló, à la tête d'une dissidence du PAIGC,
- Nuno Nabiam, battu au second tour en 2014.

#### ▪ **Vote anticipé des militaires**

Jeudi 21 novembre, les membres des forces armées et de sécurité ont donné le coup d'envoi de l'élection présidentielle. Ils ont voté dans les isolements installés dans la cour de la Commission nationale électorale (CNE). Le scrutin s'est déroulé dans le calme, ont constaté des journalistes de l'AFP.

#### ▪ **Une campagne pacifique malgré les tensions**

Peu de violence pendant cette campagne qui aura vu des caravanes tapageuses scander les noms des candidats à travers le pays, et des posters géants à leur effigie dans la capitale.

Dans une banlieue de Bissau, en campagne ce mercredi 20 novembre, José Mario Vaz jouait la carte de la différence avec la classe politique régnante. Il a assuré refuser *"de faire le jeu d'un petit groupe de gens qui pillent et volent les deniers publics"*.

Au siège du PAIGC paré de banderoles, Dan Yala, un responsable de la campagne de Domingos Simoes Pereira, assure que celui-ci *"s'occupera des couches vulnérables comme les femmes, les enfants, les vieillards et les anciens combattants"*, règlera le problème crucial des salaires impayés des fonctionnaires et attirera les investisseurs.

José Mario Vaz et Domingos Simoes Pereira promettent de respecter le résultat des urnes. *“S’il est transparent et sans tripatouillage”*, assure le président sortant. Les Etats ouest-africains, médiateurs historiques en Guinée-Bissau, et d’autres ont dépêché leurs observateurs.

Il faut dire que la crise en cours au sommet du pouvoir a fait douter jusqu’au bout de la tenue de la présidentielle. La faute à une paralysie quasi complète depuis des années : la Constitution bissau-guinéenne neutralise les pouvoirs respectifs du président et du Premier ministre.

#### ▪ **Le spectre d’une guerre civile**

Le président José Mario Vaz a engagé le bras de fer le 28 octobre 2019 en limogeant et remplaçant son Premier ministre Aristides Gomes. Ce dernier était chargé par la communauté internationale de diriger les affaires du pays, et d’organiser l’élection présidentielle.

Aristides Gomes refuse de quitter son poste, le président menace de recourir à la force. La légalité est avec Aristides Gomes, s’accordent la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (Cédéao), l’ONU et l’Union européenne.

Les agissements du président font courir *“des risques de guerre civile”*, s’est alarmée la Cédéao. Ce coup d’éclat n’est pas le premier qu’ait

connu le pays lusophone, abonné aux crises institutionnelles.

### ▪ **Un pays instable**

La Guinée-Bissau a connu quatre putschs (le dernier en 2012), seize tentatives de coup d'Etat et une valse des gouvernements, depuis son indépendance en 1974.

L'actuel président José Mario Vaz a été élu en mai 2014, après un accord entre les autorités de transition et les putschistes. Deux ans plus tôt, le chef d'état-major dirigeait un coup d'Etat à deux semaines du second tour de la présidentielle.

La présidence de José Mario Vaz a vécu au rythme des changements de Premier ministre, et de sa confrontation avec le PAIGC. Élu sous l'étiquette de ce parti, l'actuel chef de l'État limoge en 2015 [Domingos Simoes Pereira](#) du poste de Premier ministre.

Cette paralysie est toujours d'actualité, et pourrait se prolonger si la présidentielle était remportée par un adversaire de la PAIGC, [la majorité parlementaire élue en 2019](#). À ces tensions politiques s'ajoutent la pauvreté et la corruption endémiques.

### ▪ **Narco-trafic et corruption en Guinée-Bissau**

Sécurité, développement, démocratie. L'Afrique de l'Ouest, déjà confrontée à la propagation djihadiste au Mali et au Burkina Faso, ne souhaite pas que l'instabilité de la Guinée-Bissau se renforce. Ce pays

est fragile. Ses ressources, telles que la bauxite, les phosphates et les forêts, sont en grande partie inexploitées. Les trafics, de bois mais aussi de drogue, prospèrent.

L'instabilité et la pauvreté ont favorisé l'implantation de narcotrafiquants, qui utilisent la Guinée-Bissau comme zone de transit de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe, parfois sous la protection de hauts gradés de l'armée.

L'ONU a salué les progrès réalisés dans la lutte contre le narco-trafic depuis l'élection de José Mario Vaz. Mais elle a regretté que, depuis avril 2018, la volonté des autorités en la matière se soit "*peu affermie*". Le pays pâtit d'une corruption endémique : il était classé 172e sur 180 pays en 2018 selon [l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International](#).

---

## **La Guinée-Bissau en chiffres**

**1, 87** : million d'habitants en 2018 (selon la Banque mondiale)

**3e** : producteur africain de noix de cajou

**4,3%** : prévision de la croissance du PIB en 2019 Banque mondiale.

**177e** : sur 189 pays dans l'indice de développement humain du Pnud (classement 2018)

**70%** : de la population vit sous le seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars par jour.

58 ans : l'espérance de vie moyenne

---

[tv5monde](#)

---

# « Non au pouvoir à vie en Guinée Conakry ! » [Balai Citoyen ]

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



---

Depuis le mois d'octobre 2019, le vaillant et digne peuple de la Guinée est debout contre l'ambition affichée et démesurée du Président Alpha CONDE d'instaurer un pouvoir à vie par le truchement de la modification de la clause limitative du mandat présidentiel.

A cette lutte légitime du peuple pour la démocratie et le respect de l'Etat de droit, le pouvoir autocratique d'Alpha CONDE oppose une

répression

féroce par l'instrumentalisation des forces de défense et de sécurité.

A 81 ans révolus censés lui conférer sagesse et responsabilité, Alpha CONDÉ, autrefois opposant historique, s'est aujourd'hui, mué en bourreau historique sous l'effet des délices et des sirènes du pouvoir personnel.

Depuis le début des manifestations, à l'appel du Front National pour la Défense de la Constitution (FNDC), des leaders d'organisations de la société civile et des opposants sont régulièrement intimidés, agressés et certains croupissent injustement dans les geôles du régime scélérat d'Alpha CONDÉ. Au nombre de ces vaillants et irréductibles défenseurs de la démocratie qui croupissent actuellement dans les geôles de CONDÉ, figure les camarades Abdourahamane Sanoh, coordinateur du FNDC, Sékou Koundouno, Coordonnateur du Balai Citoyen Guinée et responsable des stratégies et de la planification du FNDC, Ibrahima Diallo, responsable des opérations, le **reggaeman engagé Elie Kamano**, Mamadou Baïlo Barry et Alpha Soumah. Ils ont été condamnés le 22 octobre dernier à des peines allant de 06 à 12 mois de prison ferme à l'issue d'une parodie de justice orchestrée par le régime et ses juges acquis aux ordres. Pire, plusieurs dizaines de jeunes ont péri sous les balles assassines des forces de sécurité et sans qu'aucune enquête sérieuse ne soit diligentée en vue de rendre justice aux victimes.

Le mouvement **le Balai Citoyen du Burkina Faso**, suit avec consternation et non sans intérêt particulier, l'évolution dramatique de la situation en Guinée. Aussi, Il constate avec regret que malgré son parcours politique pour lequel la jeunesse africaine était pleine d'admiration jusqu'à un passé récent, de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) à l'opposition et aujourd'hui au pouvoir, Alpha CONDÉ n'a malheureusement encore tiré aucune leçon de l'histoire récente des mouvements contre les velléités de

tripatouillage constitutionnel en Afrique. **Professeur de son état, il n'a jamais assimilé la leçon historique selon laquelle, dans le face-à-face avec leur peuple, les hommes dits forts finissent pourtant toujours dans la poubelle de l'histoire ; quand bien même les exemples sont légions.** La déchéance morale et politique de l'homme n'a d'égal que l'espoir qu'il a incarné à un moment donné de sa vie politique.

C'est pourquoi, le mouvement Balai citoyen, solidaire du combat de tous les peuples en lutte pour la liberté et la démocratie et résolument engagé contre toute forme de pouvoir à vie, condamne sans réserve aucune la répression barbare à laquelle se livre le régime obscurantiste et moribond du renégat CONDÉ contre le vaillant peuple de Guinée dont la glorieuse histoire constitue à jamais une source d'inspiration intarissable pour tous les peuples épris de liberté. Nous avons la ferme conviction que ce peuple de Guinée, fort de sa tradition de lutte, triomphera inexorablement de cette épreuve de force à lui imposé par cette poignée d'aventuriers politiques.

Au regard de ce qui précède, le Balai Citoyen :

- Met en garde Alpha CONDÉ et ses sbires sur leurs responsabilités devant l'histoire face aux exactions en cours en Guinée ;
- S'insurge contre le silence complice des organisations sous-régionales, panafricaines et internationales sur le risque que fait courir Alpha CONDÉ à la Guinée et à l'Afrique tout entière ;
- Exige l'arrêt immédiat des violences à l'encontre des populations et la libération sans condition de toutes les personnes injustement embastillées dont le seul crime est d'avoir défendu la démocratie ;
- Apporte son soutien sans faille au peuple Guinéen en lutte et exhorte tous les démocrates sincères à joindre leur voix à celle du peuple Guinéen pour dire non au

troisième mandat de CONDÉ.

Le peuple de Guinée ne courbera pas l'échine devant cette forfaiture car un peuple uni n'est jamais vaincu.

Vive la Guinée !

Vive les peuples en lutte !

N'an *laara*, an *saara* (Si nous nous couchons, nous sommes morts !)

Notre nombre est notre force !

Ensemble, on n'est jamais seul !

---

Pour le Balai Citoyen, la Coordination Nationale

---

---

# Violences politiques : les twittos #224 dénoncent et condamnent les tueries

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



## Résumé de l'actualité guinéenne sur Twitter

---

*Cliquez sur l'image pour accéder au tweet (page Twitter)*

---



**Francois Patuel** @FrancoisPatuel · 4h

#Guinée: 5 membres du @FNDC\_Gn arrêtés à Kindia hier, dont @fareinta.

Ils sont accusés d'attroupement & n'ont pas eu accès à 1 avocat.

1 a subi des mauvais traitements en garde à vue & a été conduit à l'infirmierie.

S'ils étaient pacifiques, ils devraient être libérés! @GouvGN



Amnesty West & Central Africa et 4 autres



↻ 19

♥ 19





**Abdourahamane Diallo** @manhimfr · 5h

Comment ne pas être indigné et révolté quand on voit des jeunes se faire tuer même loin des manifestations. Il y a des crimes d'Etat qui se commettent sur l'axe dans le silence coupable.



Tué par balle à Bomboli, Abdourahamane Diallo, taxi-motard, était orph...  
Abdourahamane Diallo exerçait la profession de conducteur de taxi-moto pour subvenir à ses besoins. Cet adolescent a été tué par balle jeudi au ...  
[visionguinee.info](https://visionguinee.info)



**Nouhou Baldé** @Nouhoubalde · 10h

Des #Guinéens dont la vie est moins importante qu'un bus ? 3 morts et plusieurs blessés, le #gouvernement met l'accent sur un #bus incendié, #Kibaro, @Guineematin, #Guinée

2

13

15





**Povo News** @povonewstv · 14h

Protests in Guinea against 81-year-old President Alpha Conde's new constitution that would allow him to run for a third term in office in 2020

#Guinea #AlphaConde



**Jeffrey Smith** ✓

@Smith\_JeffreyT

As #Guinea's Alpha Conde lays the groundwork for a third term, he hires a lobbyist in Washington. It's the same firm that works for Museveni in Uganda and Burundi's Nkurunziza, each of whom have practice changing term limits. Shameful.

Public filing here: [efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...](https://efile.fara.gov/docs/6305-Exhi...)

[Traduire le Tweet](#)

4:39 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter Web App](#)

13 Retweets 14 J'aime





**Joe Penney** ✓  
@joepenney



I spoke to [@Cellou\\_UFDG](#), [@gcurtisgn](#) and [@AOuattara\\_PRCI](#), and wrote about wrote about Alpha Condé's quest for a third term for [@qzafrika](#):

[Traduire le Tweet](#)



Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government pr...  
"If Alpha persists in changing the constitution against the will of the Guinean people, there is a clear risk of confrontation that leads to violence."

[qz.com](#)





**Alimou Sow**  
@witterlims



Trois morts par balle aujourd'hui à [#Conakry](#) selon différents témoignages. Ce sont : Alpha Souleymane DIALLO (16 ans), Abdouramane DIALLO (19 ans) et Amadou Oury BARRY (32 ans). Reposez en paix.  
[#Guinée](#) [#Kibaro](#) [@amnesty](#)

11:21 PM · 14 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

**51** Retweets **75** J'aime



#### Les leaders politiques #224 sur Twitter



**Bah Oury**  
@bahourykigna



Au moment où les autorités guinéennes sont épinglées pour des violations répétées des droits de l'homme par Amnesty International, HRW, ou la FIDH une dérive répressive insensée tente d'étouffer les revendications démocratiques du peuple guinéen. 3 jeunes gens sont encore tombés!

12:31 AM · 15 nov. 2019 · [Twitter for Android](#)

**47** Retweets **158** J'aime





**Cellou Dalein Diallo**

@Cellou\_UFDG



La manifestation du [@FNDC\\_Gn](#) du 14 novembre été réprimée dans le sang. Sur l'itinéraire autorisé de la marche, plusieurs manifestants ont été blessés par balles. Alpha Souleymane Diallo, 16 ans, a été abattu à Hamdallaye par un policier en dehors de la marche.

[#Amoulanfé](#)



 Front National pour la Défense de La Constitution et 9 autres



**Sidya Touré**  
@SidyaOfficiel



Des leaders agressés dans le périmètre autorisé pour la marche par des forces de l'ordre prêts à aller en guerre. Depuis l'agression de la mosquée, il est clair que [@President\\_GN](#) veut en découdre avec les leaders. Si [#Conté](#) s'était ainsi comporté, l'histoire aurait été tout autre





**Aliou BAH**

@AlioubahMoDeL



La jeunesse Guinéenne est déterminée à payer le prix nécessaire pour ne plus vivre sous une dictature. Le FNDC est un état d'esprit qui va au delà des personnes et qui transcende tous les clivages. La répression d'État et l'intimidation ne peuvent arrêter la marche de l'histoire.



*Sékou Chérif Diallo*

---

*Revue de tweets réalisée par*

---

---

# Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle

---

*Cliquez sur l'image pour lire l'article.*

---

## LIBÉRATION

Conakry marche contre un «président qui casse les reins»



## RFI

Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition

GUINÉE

Republier </>

## Réforme constitutionnelle en Guinée: nouvelle manifestation de l'opposition



## QUARTZ AFRICA

Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow

OBSESSIONS FEATURED

QUARTZ AFRICA

EMAILS EDITIONS BECOME A MEMBER

## Guinea's president is prepared to risk it all for a third term as anti-government protests grow



By Joe Penney • November 14, 2019



---

# AFRICAN QUARTERS

More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



Africa News | West Africa

Updated: November 15, 2019

## More death in Guinea as protests against Alpha Conde rages on



November 15, 2019 | 4 | 0

---

# TV5 MONDE

Guinée: les voyants “au rouge” pour les droits humains, dit Amnesty

## INFO

[Accueil](#)[Videos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

## AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

## Guinée: les voyants "au rouge" pour les droits humains, dit Amnesty



Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence

## INFO

[Accueil](#)[Vidéos](#)[Afrique](#)[Terriennes](#)[Culture](#)[Les journaux](#)[En continu](#)

## AFRIQUE

En Guinée, la tentation du 3ème mandat pour Alpha Condé ?

## Guinée : la procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence



## LE POINT

Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

Le Point Montres Le Point Pop Auto Vin Phébé Services Newsletters f t Q Identifiez-vous Abonnez-vous

MENU **Le Point** Afrique

# Guinée : cette porte ouverte sur la réforme constitutionnelle

La date des élections législatives fixée, le scénario politique se précise avec à la clé une réforme constitutionnelle partie pour être approuvée par le nouveau Parlement.  
*Par Le Point Afrique*

Modifié le 15/11/2019 à 06:11 - Publié le 14/11/2019 à 11:56 | Le Point.fr



15H45 Agence : les journalistes s'unissent contre les pressions et la...

13H20 Comment l'abolition de l'esclavage a légitimé le travail forcé

13H14 Afrique du Sud : les inégalités entre Blancs et Noirs persistent...

12H04 Drogba va-t-il prendre la présidence de la Fédération ivoirienne de...

11H56 Aérien : pourquoi les bureaux d'Air Austral sont sous scellés

Voir toute l'actualité en continu

 **Suivez facilement l'actualité grâce à nos newsletters**

★ EN VENTE ACTUELLEMENT

Enquête Mais que fait vraiment Ségolène Royal ? Carrière d'Encausse La saga franco-russe Placements Ce qu'il faut faire avant 2020

**Le Point**

La personnalité

## DAKAR ACTU

**Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »**



Dakaractu 

[Laser du Lundi](#)

[Contribution](#)

[Télévision](#)

[Radio](#)

[People & Sports](#)

[Newsletter](#)

[Soumettre article](#)

[Accueil](#) > [Texte](#)

## Guinée / 70 manifestants tués, 109 personnes mortes en détention en Guinée : Amnesty alerte « sur le niveau rouge des droits humains »



### Dans la même rubrique :

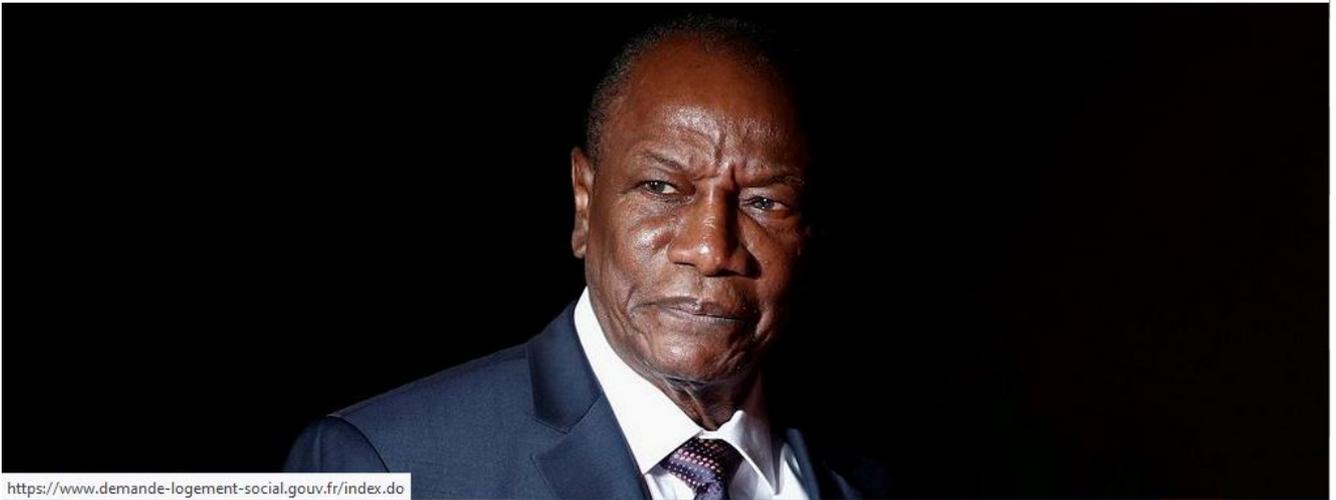
-  Technologie : Awa Ly, une étudiante de l'Esp lauréate d'un concours international sur la programmation en ligne. - 15/11/2019
-  Section de recherches / Trafic de faux billets : Bougazelli toujours attendu. Les journalistes aux aguets ! - 15/11/2019
-  « En Ligne » : Djibril Ba parle des réelles motivations du panel de la CCR. - 15/11/2019
-  Chaffiyou Ibrahim Niass : « L'école niassène, un vivier avec des millions d'élèves répartis sur le Globe » - 15/11/2019
-  (Exclusif) Visée par des sanctions américaines pour avoir travaillé avec l'Iran : une société ayant collaboré avec l'État du Sénégal livre sa part de vérité par la voix de son fondateur - 15/11/2019
-  Quand d'éternels complexés nous dirigent... - 15/11/2019
-  De la mise en garde à vue à la liberté sous convocation : Le Film de l'arrestation du député Bougazelli... - 15/11/2019
-  Modou Diagne Fada au monde rural : « Ne basardez pas vos collectes. Ignorez les rumeurs, nous sommes prêts à rebatir à

## AFRICANEWS

**Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes**



## Guinée : cerné par la crise politique, Alpha Condé rebat ses cartes



<https://www.demande-logement-social.gouv.fr/index.do>

## THE GUARDIAN

President approves February vote in turbulent Guinea



Breaking News: Bayelsa: Appeal court bars INEC from excluding APC, Lyon from poll

Africa

## President approves February vote in turbulent Guinea

By AFP

12 November 2019 | 3:15 pm



## LIBRE AFRIQUE

Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Conde depuis 2015



La Libre

AFRIQUE

L'actualité africaine. Libre et indépendante.



Accueil République démocratique du Congo Politique Société Sports Culture Economie Par pays Move with Africa



## Guinée: 70 tués dans des manifestations contre le président Alpha Condé depuis 2015

Plus Lus



## PREMIUM TIMES

### 70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

PTCIJ Leaks.NG DUBAWA Elections Hausa Campus Reporters Opinion Play Games About Us Advert Rat

# PREMIUM Times

Friday, November 15, 2019 Abuja 33°C

Home News Investigations Business Health Agriculture Arts/Life Sports Projects Financial Inclusion

## 70 people killed in Guinea ahead of 2020 presidential polls – Report

November 13, 2019 Agency Report

The map shows West Africa with countries labeled: Senegal, The Gambia, Guinea-Bissau, Sierra Leone, Liberia, Guinea, Cote d'Ivoire, Ghana, Togo, Nigeria, Benin, Cameroon, Chad, Mali, Burkina Faso, Niger, Central African Republic, South Sudan, and Uganda. The Niger Delta region is highlighted in yellow.

## Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

### Situation des droits de l'homme très critique en Guinée

Dans un rapport qui sera rendu public mercredi et intitulé "Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle", Amnesty International dit avoir dénombré 70 morts depuis 2015.



Auteur Georges Ibrahim Tounkara

[Tous les audios de la médiathèque](#)

Mots-clés [Guinée](#), [Amnesty International](#), [droits de l'Homme](#)

Télécharger [Enregistrer le fichier mp3](#)

[Réagir à l'article](#)

Imprimer [Imprimer cette page](#)

Permalien <https://p.dw.com/p/3Sv2a>



Restez informés avec l'appli DW News !

Recevez des infos indépendantes sur les sujets d'actualité dans le monde, directement sur votre smartphone ou votre tablette.

ÉCOUTEZ-NOUS!

## LSI AFRICA

Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

**POLITIQUE**

## Guinée : Fatou Bensouda met en garde contre l'escalade de la violence

La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

Justice Publié le lundi 11 novembre 2019



## REUTERS

### Guinea president replaces security minister following deadly protests

## Guinea president replaces security minister following deadly protests

2 MIN READ



*Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo*

**Guinée. Les voyants au rouge pour les droits humains à l'approche de l'élection présidentielle (Amnesty)**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



- Au moins 70 manifestants et passants tués depuis janvier 2015
- Des journalistes ciblés
- 109 morts en détention

Les autorités guinéennes doivent remédier aux violations des droits humains qui se multiplient, notamment les homicides de manifestants, les interdictions de rassemblements pacifiques et la répression des voix dissidentes, qui risquent de s'aggraver à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, écrit Amnesty International dans un nouveau rapport publié le 13 novembre 2019.

Intitulé [Guinée. Les voyants au rouge à l'approche de l'élection présidentielle de 2020](#), ce document expose la situation des droits humains qui s'est dégradée entre janvier 2015 et octobre 2019, et dénonce l'homicide de 70 manifestants et passants et d'au moins trois membres des forces de sécurité. Il met en garde contre la montée des tensions politiques, dans un contexte où les craintes sont vives que le président Alpha Condé ne modifie la Constitution pour briguer un troisième mandat.

*Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour*

*les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence. Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.*

« Neuf manifestants ont été tués le mois dernier lors des manifestations contre une éventuelle révision de la Constitution. Les leaders des mouvements pro-démocratie et de nombreux manifestants ont été arrêtés. C'est un affront pour les droits humains et une tentative violente visant à museler la dissidence », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry, directrice pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale à Amnesty International.

« Les autorités guinéennes doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour apaiser les tensions, protéger les droits humains et sauver des vies avant, pendant et après les prochaines élections. Nous demandons au gouvernement du président Alpha Condé de mettre fin au règne de la peur et de la répression en modifiant la législation relative à l'usage de la force lors de rassemblements publics et en retirant les forces armées militaires des zones de manifestation. »

Amnesty International publie son rapport avant l'Examen périodique universel (EPU) de l'ONU sur la Guinée en janvier 2020. Ce rapport

évalue la situation des droits humains depuis l'EPU de janvier 2015.

Aujourd'hui, la Guinée a aboli la peine de mort, ce qui constitue une avancée notable.

Cependant, dans bien d'autres domaines, les autorités n'ont pas été à la hauteur de leurs engagements.

Amnesty International a constaté que 70 manifestants et passants ont été tués dans le cadre de manifestations entre janvier 2015 et octobre 2019. Si l'organisation n'a pas pu confirmer les circonstances de tous les décès, les témoignages du personnel médical et de témoins ainsi que le type de munitions utilisées indiquent qu'au moins 59 des victimes semblent avoir été tuées par la police et la gendarmerie. Parmi les victimes, un enfant de sept ans qui, selon des sources médicales, a été touché par une balle perdue en octobre 2015.

En outre, Amnesty International déplore l'homicide d'Amadou Boukariou Baldé, un étudiant battu à mort par des gendarmes déployés pour disperser une manifestation à l'Université de Labé, dans le centre de la Guinée, le 31 mai 2019.

Ce rapport révèle aussi que des centaines de personnes, dont des enfants de seulement quatre ans, ont été blessées par les forces de sécurité qui ont fait usage de balles réelles, de matraques et de gaz

lacrymogènes.

L'une des victimes est Mamadou Hady Barry, 10 ans, touché dans le dos par une balle alors qu'il rentrait chez lui depuis l'école coranique à Conakry, le 13 novembre 2018. Grièvement blessé, il a été pendant plusieurs mois incapable de marcher.

Ces dernières années, le gouvernement a interdit de manière arbitraire de nombreuses manifestations. Les défenseurs des droits humains et les journalistes sont convoqués, détenus ou arrêtés par la police, uniquement parce qu'ils exercent leurs droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique.

Au moins 60 membres du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), un groupe pro-démocratie ont été arrêtés depuis le 12 octobre 2019. Un tribunal a condamné cinq de leurs dirigeants à des peines allant jusqu'à un an de prison pour avoir appelé à manifester pacifiquement. Des dizaines de participants ont été condamnés à un an de prison pour avoir assisté à un « rassemblement illégal ».

En outre, le rapport dévoile que les journalistes sont pris pour cibles ou agressés par des membres des forces de sécurité, et que des médias sont suspendus.

À titre d'exemple, Aboubacar Algassimou Diallo, présentateur radio à

Lynx FM, et Souleymane Diallo, administrateur général, ont été convoqués par la police les 19 et 20 août derniers, après avoir diffusé l'interview d'une femme qui accusait le ministre de la Défense de détournement des fonds destinés aux Casques bleus guinéens.

Amnesty International a constaté une surpopulation carcérale généralisée dans les établissements pénitentiaires guinéens. À la prison centrale de Conakry, qui a la capacité d'accueillir 500 prisonniers, 1 468 personnes sont détenues. Au moins 109 personnes sont mortes en détention pendant la période que couvre le rapport.

Ce document recense également des cas de torture et de mauvais traitements, particulièrement en garde à vue – passages à tabac, viols, recours à des positions douloureuses, brûlures et privation de sommeil notamment.

L'impunité continue de régner en Guinée. Les familles de personnes tuées lors des manifestations ont déposé des dizaines de plaintes, parfois en fournissant des informations précises sur les unités des forces de sécurité déployées, notamment des noms et des plaques d'immatriculation.

Pourtant, un seul cas a donné lieu à des poursuites judiciaires. En février 2019, un capitaine de police a été condamné pour l'homicide en 2016 d'un passant lors de manifestations, et ce pour la

première fois

depuis qu'un membre des forces de sécurité avait été déféré à la justice en 2010.

Les poursuites judiciaires concernant l'homicide de plus de 150 manifestants pacifiques et les viols et violences sexuelles infligés à plus de 100 femmes dans le stade de Conakry en 2009, ne progressent guère.

Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire savoir avec force que les violations des droits humains ne seront pas tolérées.

Marie-Evelyne Petrus Barry.

*« Afin de briser le cycle de la violence en Guinée à l'approche de l'élection présidentielle de 2020, les autorités doivent faire savoir avec force que les violations des droits humains ne seront pas tolérées », a déclaré Marie-Evelyne Petrus Barry.*

« Enfin, elles doivent cesser de museler les voix dissidentes. »

[amnesty](#)

---

# La procureure de la CPI met en garde contre l'escalade de la violence en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



La procureure de la Cour pénale internationale (CPI) a mis en garde lundi les responsables de l'escalade de la violence en Guinée, exhortant le gouvernement et l'opposition à renouer le dialogue après des manifestations sanglantes dans ce pays.

---

Les tensions sont fortes en Guinée après des semaines de manifestations organisées par l'opposition qui soupçonne le président Alpha Condé de vouloir briguer un troisième mandat.

«Suite aux informations faisant état de nombreux épisodes de violence en Guinée au cours des dernières semaines, j'appelle tous les responsables et leurs sympathisants à s'abstenir de la violence et à reprendre le dialogue pour éviter de nouvelles victimes», a déclaré la procureure de la CPI, Mme Fatou Bensouda.

*«Toute personne qui commet, ordonne, incite, encourage ou*

*contribue de toute autre manière à commettre des crimes atroces (...) est passible de poursuites par les tribunaux guinéens ou par la CPI», a-t-elle mis en garde dans un communiqué.*

Au total, au moins 16 civils et un gendarme ont trouvé la mort au cours de l'intense mouvement de contestation auquel la Guinée – un petit pays pauvre de 13 millions d'habitants – est en proie depuis le 14 octobre à l'instigation du Front national pour la défense de la Constitution (FNDC). Des dizaines d'autres personnes ont été blessées, des dizaines arrêtées et jugées.

Le FNDC veut faire barrage au projet prêté au président Condé de briguer sa propre succession en 2020 et de réviser pour cela la Constitution qui limite actuellement à deux le nombre des mandats présidentiels.

A 81 ans, M. Condé entretient le flou sur ses intentions, mais a entamé en septembre des consultations sur la Constitution. L'opposition accuse de dérive «dictatoriale» l'ancien opposant historique qui fut le premier président démocratiquement élu en 2010, réélu en 2015, après des décennies de régimes autoritaires et militaires.

La communauté internationale s'inquiète d'une escalade dans un pays coutumier des manifestations et des répressions brutales.

En outre, Mme Bensouda a ajouté que son bureau s'était rendu en Guinée fin octobre pour faire le point sur l'enquête liée au massacre de plus de 150 partisans de l'opposition, il y a

dix ans.

Établie à La Haye, la CPI a ouvert une enquête préliminaire sur le massacre perpétré le 28 septembre 2009 dans l'enceinte du plus grand stade de Conakry lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule qui manifestait contre le chef de la junte Moussa Dadis Camara. Plus de 100 femmes ont en outre été violées.

Mme Bensouda s'est déclarée encouragée par des déclarations du ministre guinéen de la Justice, Mohamed Lamine Fofana, au cours de la visite de son équipe, annonçant que le procès des responsables du massacre de 2009 devrait commencer au plus tard en juin 2020.

«Cela fait maintenant plus de dix ans que ces crimes horribles ont eu lieu au stade de Conakry», a déclaré Mme Bensouda. «Les victimes et les communautés qui ont été touchées méritent que justice soit faite», a-t-elle dit.

[La Croix](#)

---

**L'arrestation d'acteurs de la société civile marque un nouveau tournant autoritaire**

# en Guinée

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Au moins huit membres du Front National de la Défense de la Constitution (FNDC) ont été arrêtés samedi 12 octobre. Les manifestations du lundi 14 octobre ont quant à elles été violemment réprimées. C'est une nouvelle étape franchie par le pouvoir guinéen pour museler toutes les voix critiques aux velléités de changement de la constitution qui permettrait au Président Alpha Condé de s'assurer un 3ème mandat.

---

Alors que les citoyens étaient appelés à descendre dans les rues ce lundi 14 octobre, l'ACAT, Aide et Action, le CCFD-Terre Solidaire, la CFDT, la CGT, la Plateforme Dette et Développement, la LDH, Survie et Tournons la Page appellent à la libération des militants du FNDC et à une mobilisation des partenaires internationaux, en Europe comme en Afrique, afin que les autorités au pouvoir respectent les libertés fondamentales des citoyens guinéens.

Depuis ce samedi 12 octobre 2019 matin, au moins huit membres du FNDC de Guinée ont été arbitrairement arrêtés par les forces de sécurité au

domicile du Coordonnateur du FNDC, Abdourahmane Sano. Ces arrestations sont intervenues alors que le FNDC avait appelé les Guinéens à manifester pacifiquement ce lundi 14 octobre afin de dénoncer le projet de nouvelle Constitution pouvant permettre au Président Alpha Condé de se maintenir au pouvoir pour un 3ème mandat consécutif.

Le vendredi 11 octobre 2019, vers 20h, alors que le Coordonnateur du FNDC allait animer à son domicile de Conakry une rencontre avec ses collègues, quatre véhicules de policiers et de gendarmes se sont garés devant son domicile. Après une alerte sur les réseaux sociaux, les forces de l'ordre ont quitté les lieux quelques minutes plus tard. La rencontre a été reportée au samedi matin. Lors de cette nouvelle réunion, des éléments des forces de sécurité encagoulées ont fait irruption dans le domicile privé et ont mis aux arrêts les membres du FNDC présents.

*"Il s'agit ni plus ni moins d'arrestations arbitraires suivies de détentions au secret"* affirme Clément Boursin, responsable Afrique à l'ACAT-France.

Ces arrestations à moins de 48 heures de la manifestation prévue contre la réécriture de la Constitution témoignent d'une volonté de dissuader les citoyens désireux de se joindre pacifiquement à l'appel du FNDC et des organisations de la société civile. Cet acte

arbitraire

illustre l'escalade des tensions politiques en cours en Guinée qui s'est matérialisée par la mort de plusieurs personnes lors des manifestations du 14 octobre.

Ces arrestations arbitraires de militants de la société civile doivent être le déclencheur au niveau international pour que les partenaires de la Guinée avertissent publiquement les autorités de ce pays, et en premier lieu son chef de l'Etat, qu'il ne sera toléré aucune violation des droits et libertés et que les auteurs et responsables de toute violations graves des droits humains seront dénoncés, sanctionnés et un jour poursuivis devant la justice.

*“Les autorités guinéennes doivent respecter le droit à la liberté d'expression et de manifestation et veiller à ce que les manifestations soient encadrées correctement afin qu'elles puissent se tenir pacifiquement” déclare Laurent Duarte, coordinateur international de Tournons la page.*

Nous, syndicats et associations d'Afrique et d'Europe, solidaires du FNDC et des citoyens guinéens désireux d'éviter toute confiscation du pouvoir par des stratégies de réformes constitutionnelles :

Demandons au gouvernement guinéen et aux autorités administratives compétentes :

*– La libération immédiate et sans conditions des huit membres du FNDC arbitrairement arrêtés et actuellement détenus au secret ;*

*– Le respect de leurs droits fondamentaux durant leur détention, notamment celui de ne pas faire l'objet de tortures, de peines ou de traitements cruels, inhumains ou dégradants ;*

*– Le respect des droits constitutionnels à pouvoir s'exprimer librement (article 7) et à manifester pacifiquement (article 10).*

Exigeons de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union Africaine (UA) qu'elles fassent respecter

le protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance de la CEDEAO et la Charte Africaine de la Démocratie des élections et de la gouvernance de l'UA, qui consacrent la limitation des mandats présidentiels dans les Constitutions ;

Interpellons les partenaires extérieurs de la Guinée, en premier lieu l'Union Européenne (UE) et ses Etats-membres, sur la crise démocratique actuelle. Les risques d'une déstabilisation majeure pèsent sur la Guinée et la sous-région. Nous les appelons à condamner publiquement la répression et le coup de force constitutionnel en cours, et de prendre des mesures concrètes afin que les droits et libertés fondamentales de citoyens guinéens soient respectés.

---

***Signataires :***

- **Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (ACAT)**
- **Aide et Action**
- **CCFD-Terre Solidaire**
- **CFDT**
- **CGT**

- Plateforme Dette et développement (et ses organisations membres)
  - Ligue des Droits de l'Homme
  - Survie
  - Tournons la page (et ses organisations membres)
- 

# Crise politique en Guinée : les titres de la presse internationale

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



**Crise politique guinéenne : la presse internationale en parle.**

*Cliquez sur l'image pour lire l'article.*

**AFRICA CONFIDENTIAL**

Vol 60 No 22

Published 7th November 2019

Print version RSS

SEARCH

SEARCH



GUINEA

## Dancing the third-term tango 7TH NOVEMBER 2019

Condé appears prepared to crush massive opposition in order to secure a third term of office, regardless of the dangers to society

The idea that President [Alpha Condé](#) would get the required two-thirds parliamentary majority to change the constitution to allow him to seek a third term has always been far-fetched. That, his opponents say, explains his lack of urgency in calling legislative elections, which were due in 2018 but may now be held as late as October 2020. Most believe they would result in a hung parliament. Instead, the 81-year-old Condé wants to move straight to a referendum to change the constitution to allow him to stand again for the presidency.

End of preview - This article contains approximately 1221 words.

Africa Confidential's reporting and analysis is valued by a wide range of organisations and individuals: from corporate executives, country risk analysts, national politicians and members of the diplomatic corps, to intelligence operatives, academics, journalists and NGO personnel.

Here's what our readers say about us:

"If you want the detail and you want the dirt, the little blue newsletter [*Africa Confidential*] that drops through your letter box is like having your own private spook who knows Africa inside out and who's also one hell of a gossip."

## LE 360 AFRIQUE



### Guinée. Alpha Condé tenté par un troisième mandat: le début d'une spirale de violences?

Mise à jour le 09/11/2019 à 16h03 Publié le 09/11/2019 à 16h01 Par Mousa Diop

#Politique



## AGORA VOX ITALIA

Partecipa ad AgoraVox!  
Iscriviti e proponi un articolo

Home page > Attualità > Mondo > Guinea: in piazza diciamo basta ai presidenti a vita

SOSTIENI  
LA FONDAZIONE  
AGORA VOX

## Guinea: in piazza diciamo basta ai presidenti a vita

di **Pressenza - International Press Agency**  
(sito)

giovedì 7 novembre 2019

0 3 0  
Commenti Twitter Mi piace Preferiti  
Condividi

**"Bisogna organizzare nuove elezioni legislative trasparenti, che vengono rimandate da oltre un anno, e il presidente Alpha Condé deve impegnarsi pubblicamente e formalmente a non ricandidarsi per un terzo mandato.**

di **Agenzia DIRE**



Autore

### Pressenza - International Press Agency

Pressenza è un'agenzia stampa internazionale in 7 lingue che pubblica e diffonde notizie, iniziative, proposte che riguardano pace, nonviolenza, disarmo, diritti umani, lotta contro ogni forma di discriminazione. Considera l'Essere Umano come valore centrale ed esalta la diversità. Propone un giornalismo attivo e lucido che punta alla soluzione delle crisi e dei conflitti sociali di ogni (...)



Sito: Pressenza

## SEN360

## Guinée : Opposé au 3e mandat de Condé, un imam radié et interdit de prêcher (document)

Senenews Il y'a 3 jours Source



FLASH EN



## COURRIER INTERNATIONAL



PARTAGER



LECTURE ZEN

NEWSLETTERS

ABONNEZ-VOUS À PARTIR DE: 1€

HAUT DE PAGE

# Vu de Guinée. "Vague rouge" contre un troisième mandat du président Alpha Condé

AFRIQUE > GUINÉE > COURRIER INTERNATIONAL - PARIS

Publié le 08/11/2019 - 17:59



## LES PLUS LUS

**Streaming.** Avec "The King", Netflix massacre l'histoire d'Azincourt

Partager

**Controverse.** Interdire les fessées, une bonne idée ?

Partager

**Récit.** La tragique histoire du sucre aux États-Unis

Partager

**Vu des États-Unis.** Mona Lisa, vous n'êtes plus la bienvenue au Louvre

STRATFOR

Stratfor WORLDVIEW™

ASSESSMENTS

## Guinea's President Tempts Fate to Extend His Reign

5 MINS READ | Nov 8, 2019 | 10:00 GMT

in t f e

Guinea's President Alpha Conde greets his supporters in the capital, Conakry, on Oct. 31, 2019, after weeks of violent protests against the leader's perceived bid to prolong his rule claimed around 10 lives.  
(CFI LOU BINANI/AFP via Getty Images)

LA NOUVELLE TRIBUNE

Accueil > A la une > Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il...

A LA UNE POLITIQUE

# Alpha Condé : de plus en plus contesté, combien de temps tiendra-t-il ?

Par Désiré Sossa - 8 novembre 2019 ★ (populaire) 1

f t in M ↻ ⌚ +



**MEGA QUIZ SMS**  
 Envoie «Moov»  
 ou «7002»

+ que quelques jours n'attend que toi.  
 Tarif du SMS : 90 F

BBC

## En Guinée, la rue continue de scander "Amoulanfe" à un 3e mandat d'Alpha Condé

7 novembre 2019

f t in M ↻ ⌚ Partager



### À la une

#### Sissoco Embalo accuse la CEDEAO d'ingérence en Guinée-Bissau

Dans une déclaration publiée par le journal privé bissau-guinéen O Democrata, le 9 novembre sur son site Internet, Umaro Sissoco Embalo, candidat à la présidentielle en Guinée-Bissau, s'en prend à la CEDEAO.

11 novembre 2019

#### Hier condamné à mort, aujourd'hui diplômé de l'Université de Londres

11 novembre 2019

#### L'entrepreneur qui relève le défi de la transformation des produits agricoles

11 novembre 2019

RFI AFRIQUE



GUINÉE | ALPHA CONDÉ

Republier &lt;/&gt;

## Guinée: marée rouge à Conakry pour protester contre le président Condé



REUTERS

[Top News](#) [World](#) [Investing](#) [Sport](#) [TV](#) [More](#)

COMMODITIES NEWS NOVEMBER 4, 2019 / 11:05 PM / 7 DAYS AGO

### In Guinea, two more killed in clashes between police and protesters

Saliou Samb

2 MIN READ



CONAKRY, Nov 4 (Reuters) - Two people were killed in Guinea on Monday, authorities said, as protesters and police clashed during a funeral procession for those killed in earlier protests over a suspected effort by President Alpha Conde to extend his mandate.

*Une revue de presse réalisée par Sékou Chérif Diallo*

---

# [Images /Vidéos] Le Jeudi de la démocratie : Plus de 3 millions de guinéens dans la rue pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Après la réussite de l'une des plus grandes mobilisations pour la démocratie en Afrique, le [FNDC](#) « invite le peuple de Guinée à se tenir prêt pour les prochaines échéances »

*Revivez cette journée de mobilisation historique pour la démocratie et l'État de droit en Guinée. #AMOULANFE*

## ***Les 4 vidéos virales de la journée***

**Vidéo 1** 

---

**Vidéo 2** 

## Vidéo 3

---

---

## Vidéo 4

---

## En Images









---

# Meurtres lors d'un cortège funèbre en Guinée avant la tenue de nouvelles manifestations [HRW]

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Trois personnes auraient été tuées le 4 novembre lors des obsèques de manifestants tués.

***Par Corinne Dufka – Directrice pour l’Afrique de l’Ouest (HRW)***

Le gouvernement [guinéen](#) devrait s’assurer qu’une enquête indépendante soit promptement ouverte après la mort de trois personnes qui auraient été tuées par balles cette semaine lors d’[affrontements](#) avec les forces de sécurité. Ces meurtres présumés auraient été commis le 4 novembre lors d’une procession funéraire à la mémoire de personnes tuées lors d’une précédente vague de manifestations anti-gouvernementales. Une coalition d’organisations de la société civile et de partis d’opposition a affirmé que trois personnes avaient été tuées, tandis qu’un porte-parole de la police a reconnu un bilan d’au moins deux morts. La coalition prévoit une nouvelle manifestation de grande ampleur le 7 novembre.

Au cours du mois dernier, le gouvernement guinéen a intensifié sa [répression des opposants à l’adoption d’une nouvelle constitution](#)

qui permettrait au chef de l’État, Alpha Condé, de briguer un troisième mandat à la tête du pays à l’occasion de l’élection

présidentielle de 2020. Les autorités ont arrêté et emprisonné 6 personnalités en vue de la société civile qui avaient pris la tête du mouvement de protestation contre la nouvelle constitution.

Après avoir violemment dispersé plusieurs manifestations contre la nouvelle constitution plus tôt dans l'année, le gouvernement a finalement autorisé une manifestation de l'opposition le 24 octobre.

Cette manifestation – la première grande manifestation publique autorisée par le gouvernement [depuis juillet 2018](#) – a été [dans une large mesure pacifique](#). Des partisans du gouvernement ont organisé leur [propre manifestation](#) le 31 octobre.

Les événements du 4 novembre illustrent le risque que de nouveaux affrontements éclatent entre les forces de sécurité et les manifestants.

Des journalistes et des témoins ont décrit comment certains participants à la procession funéraire avaient lancé des pierres et d'autres projectiles et les forces de sécurité avaient tiré des cartouches de gaz lacrymogène et, parfois, ouvert le feu à balles réelles. Un journaliste [a affirmé](#) avoir entendu un gendarme dire : « *nous allons tous vous tuer* », alors que les forces de sécurité poursuivaient les manifestants dans les quartiers avoisinants.

La procession funèbre était destinée à commémorer les 11 manifestants présumés [tués par balles](#) par les forces de sécurité, lors de trois journées de manifestations

contre une nouvelle constitution qui avaient débuté le 14 octobre. Ce jour-là, un gendarme avait également été tué par des manifestants.

Human Rights Watch a documenté abondamment le [recours par la police et les gendarmes aux armes à feu et leur utilisation excessive de la force létale](#) lorsqu'ils contrôlent des manifestations, ainsi que leurs passages à tabac de manifestants, leur corruption et d'autres formes de criminalité de leur part. Les membres des forces de sécurité ne font pratiquement jamais l'objet d'enquêtes ou de poursuites judiciaires pour leur rôle présumé dans des décès de manifestants.

Human Rights Watch exhorte le gouvernement guinéen à remettre en liberté les six dirigeants de la société civile; à faire en sorte que le comportement des forces de sécurité face aux manifestations soit conforme aux Principes de base des Nations Unies sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application des lois; et à [créer une unité judiciaire spéciale](#) pour enquêter sur les décès survenus lors de manifestations.

[hrw](#)

---

**[Vidéo] Le FNDC appelle à une**

# **mobilisation générale : quelques leaders politiques délivrent leurs messages**

écrit par GuineePolitique© | 20 novembre 2020



Pour défendre la Constitution, toute la Guinée se mobilise ce jeudi 7 novembre 2019 pour dire NON au projet de 3e mandat de Alpha Condé. *Crédits Vidéos* : [Page FNDC \(Facebook\)](#)

**Sidya Touré**

**Aliou Bah**

**Faya Millimouno**

**Cellou Dalein Diallo**

**Mamadou Sylla**

**Oumar Sylla**

**Abdoul Kabélé Camara**

**Le Guide du manifestant**